

Opinions

Editorial

Il en faut plus pour toucher les jeunes

Gérald Cordonier

Chef de la rubrique Vaud & Régions



«Boire ou conduire, il faut choisir!»; «Tu t’es vu quand t’as bu?» En voilà des messages de prévention clairs, simples, limpides, percutants. On a tous en mémoire une campagne de sensibilisation qui nous a marqués. Un slogan, une photo ou un clip diffusés pour nous rappeler qu’un pervers peut se cacher derrière l’internaute masqué, qu’un casque de vélo oublié prend les contours de la mort, qu’à trop cloper l’on risque une voix d’outre-tombe.

Pour lutter contre la consommation d’alcool chez ses jeunes, Lausanne part, dès lundi, en campagne. C’est que le problème est grave: la Ville a perdu le contrôle de ses nuits devenues trop festives. Elle s’est donc entourée de tous les spécialistes régionaux du domaine pour concocter un programme local et participer à la semaine nationale de sensibilisation, placée cette année sous le signe du dialogue.

La démarche lausannoise est tout à fait honorable. Indispensable même, lorsque les statistiques révèlent qu’en Suisse 2,6% des enfants de 11 ans boivent au moins une fois par semaine de l’alcool. Que 30% des 15 ans adeptes de boissons alcooliques en consomment dans le but d’oublier leurs soucis. Ou que, lors d’achats tests menés dans le Canton, 85,5% des mineurs réussissent

«Une campagne qui ouvre le dialogue, sans le moindre humour ni même de l’audace»

sans problème à se procurer l’alcool convoité.

Mais, après la série de mesures coercitives et policières osées par la majorité rose-rouge-verte, on s’attendait vraiment à mieux qu’à des brochures explicatives pour les parents des 13-18 ans ou qu’à un atelier vidéo «par les jeunes et pour les jeunes». En matière de prévention, il n’y a pas de recettes miracle. Tous les messages – justes – sont bons à prendre et à répéter. Pour autant qu’ils utilisent les codes du public visé. Si la campagne lausannoise «Bourré de risques» a le mérite d’ouvrir le dialogue, elle le fait sans le moindre humour ni même de l’audace. Comme quoi, il est toujours plus facile de brandir le bâton que de faire preuve d’imagination. **Page 3**

Burki Christian Constantin refait sa pelouse



Réflexions

Mettre les sans-papiers en prison, une idée absurde

L'invitée

Manon Schick
Directrice d'Amnesty International Suisse



Des sans-papiers sont condamnés à des peines de prison ferme et passent deux mois derrière les barreaux à Genève, sans avoir commis d’autre délit que celui de ne pas disposer d’un titre de séjour valable en Suisse. Ils représenteraient environ 12% des détenus dans les prisons genevoises. Cette révélation entendue hier matin sur les ondes de La Première m’a fait bondir.

A l’heure où les prisons – et surtout à Genève – débordent, il serait plus sensé de ne pas les surcharger davantage avec des personnes n’ayant commis que des délits de type administratif, et de cibler plutôt les dealers, les violeurs, les hommes qui frappent leur femme, bref, les personnes qui ont commis un délit pénal et qui, pour certaines, échappent parfois à la détention ferme en bénéficiant d’un sursis.

Indépendamment de la capacité des prisons, il faut se poser la question de la légitimité d’une telle mesure. Bien sûr, le fait de travailler en Suisse sans permis valable est punissable. Mais employer des sans-papiers pour un travail au noir l’est aussi.

Les agriculteurs qui recourent à cette main-d’œuvre bon marché, les parents qui emploient des nounous équatoriennes, les restaurateurs qui confient la plonge ou le service à des Sri Lankais sans papiers seront-ils également poursuivis par le procureur genevois et condamnés à 2 mois de prison ferme? Ils côtoieraient ainsi leurs employés en cellule...

La plupart du temps, les employeurs de sans-papiers sont condamnés à une forte amende. Mais leur délit est-il vraiment moins grave que celui de leurs employés? Sommes-nous face à un cas patent de justice à deux vitesses? Dans leur volonté de se montrer fermes face à tout délit, les autorités genevoises semblent avoir perdu le sens des proportions.

N’oublions pas que, dans bon nombre de cas, les sans-papiers contrôlés par la police finissent par être expulsés vers leur pays d’origine. Leur faire purger une peine de prison ferme avant leur expulsion revient à les condamner à une double peine. Et, si l’objectif est d’éviter qu’ils ne récidivent et ne reviennent en Suisse pour y travailler, peut-être vaudrait-il aussi la peine de se demander comment inciter les patrons à ne plus engager de sans-papiers.

«Les autorités genevoises semblent avoir perdu le sens des proportions»

On est malheureusement bien loin de l’époque où le Conseil d’Etat genevois, uni derrière Martine Brun-schwig Graf, réclamait à Berne la régularisation des 6000 sans-papiers qui résidaient dans le canton. Personnel de maison ou d’ambassade, petites mains dans l’agriculture ou la restauration: autant de gens qui auraient pu, grâce à cette mesure, mieux défendre leurs droits vis-à-vis d’employeurs qui exploitent parfois leur détresse. La Berne fédérale est malheureusement restée sourde à cette revendication audacieuse.

Deux années qui menacent de tout gâcher

L'invité

Christophe Reymond
Directeur du Centre Patronal



Lors de la dernière assemblée générale de la société qu’il préside, M. Peter Brabeck a eu cette phrase qui a frappé nombre d’observateurs: «Nestlé souhaite rester en Suisse.» Ce propos plus troublant que rassurant était accompagné de considérations relatives à la stabilité du pays à long terme, à la prévisibilité de son cadre légal, ainsi qu’au caractère raisonnable de ses réglementations, atouts historiques de notre place économique désormais constamment remis en question.

Alors que nombre d’Etats n’ont eu de cesse de légiférer, réglementer et taxer à tout va, la Suisse s’est jusqu’ici efforcée de maintenir des conditions-cadres plutôt satisfaisantes pour les entreprises. Un marché du travail ouvert, conjuguant une flexibilité de bon aloi et un partenariat social activement entretenu; une fiscalité en général raisonnable malgré quelques défauts (du côté de l’impôt sur la fortune surtout); une politique d’innovation habilement distribuée entre l’Etat et l’économie; une formation duale qui favorise l’intégration des jeunes.

Ces caractéristiques ont engendré une prospérité remarquable et permis de bâtir un système de protection sociale enviable. Plusieurs de ces atouts sont pourtant susceptibles d’être gravement mis à mal par plusieurs initiatives populaires, sur lesquelles nous voterons dans les deux ans à venir.

Les attaques portent tout d’abord sur les questions salariales. L’initiative qui vise à établir un ratio maximal de 1 à 12 dans les rémunérations des entreprises

entraînerait, en cas d’acceptation, des effets calamiteux. Si les grandes sociétés – car ce sont essentiellement elles qui seraient concernées – s’accommoderaient des règles plus tatillonnes que nuisibles de l’initiative Minder, elles ne se plieront en revanche pas à un diktat s’agissant de leur structure salariale.

Quant au texte qui prévoit l’instauration d’un SMIC à 4000 francs sur l’entier du territoire suisse, il ne ferait pas que mettre à mal notre pratique du partenariat social; ses conséquences sur l’emploi seraient aussi spectaculaires.

L’immigration, c’est une grande tradition, est instrumentalisée à tout va. L’UDC a déposé une initiative qui ambitionne de la contrôler grâce à des plafonds annuels et à des contingents généralisés; de leur côté, des écologistes veulent imposer une évolution fixée en pour-cent. Personne n’explique ni comment on réglera nos relations

«Plusieurs initiatives populaires sont susceptibles de briser ce qui fait notre force»

avec l’Union européenne ni comment nos entreprises pourront engager le personnel étranger dont elles ont besoin et qui contribue à notre prospérité.

Ajoutez à cela les offensives sur le front fiscal (la gauche veut créer un impôt fédéral sur les successions), et chacun saisira mieux à quel point M. Brabeck pesait ses mots en évoquant le souhait de Nestlé.

On doit se souvenir que, dans le langage commun comme dans celui des grands capitaines d’industrie, un souhait n’équivaut pas à une certitude.



24heures.ch
Aujourd’hui sur notre site



Dans la rubrique High-tech
Bientôt des films accessibles à haute vitesse
Télécharger une vidéo en une seconde, c’est pour demain, affirme Samsung. vitesse.24heures.ch



Dans la rubrique Vaud
Les plus belles photos de nos lecteurs
Découvrez les clichés pris par nos lecteurs aux quatre coins du canton. printemps.24heures.ch